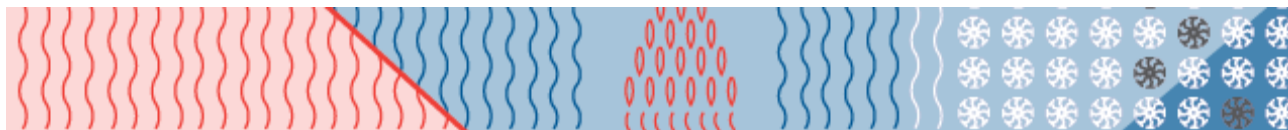


Doctoriales en Sciences Sociales de l'eau

Université Paris Nanterre

4-6 décembre 2017



Compte-rendu rédigé par les discutant.e.s de session.

Les 3èmes Doctoriales en Sciences Sociales de l'eau ont eu lieu à l'Université Paris Nanterre les 4, 5 et 6 décembre 2017. Ces journées ont été organisées et soutenues par le Réseau d'Etudes et d'Echanges en Sciences Sociales sur l'Eau (Rés-EAUx), l'UMR LAVUE, l'équipe Mosaïques, la Maison de l'Archéologie et de l'Ethnologie (MAE), et l'Institut Universitaire de France (IUF). Une centaine de personnes y ont participé, dont 35 jeunes chercheurs venus d'Ile de France, de Montpellier, de Strasbourg, de Lyon, de Toulouse, d'Orléans, de Bordeaux, de Valenciennes, de Rennes, mais également d'Haïti, de Suisse, du Niger, du Bénin, des Etats-Unis et du Canada.

Elle a été organisée autour de six panels détaillés ci-dessous : « *Gouverner et gérer l'eau* », « *Parler de l'eau, faire parler l'eau : archives, récits, discours* », « *Prix et valeurs de l'eau* », « *Construire et détruire des barrages* », « *Se battre pour l'eau, se battre avec l'eau : conflits et inégalités d'accès l'eau* », et enfin « *Contrôler et sécuriser les ressources en eau* ».

Durant ces trois jours, d'autres événements furent programmés, comme la projection du film documentaire « *La Dordogne vue par ses habitants* », de Jamie Linton et d'Emilie Crémin, recueil de témoignages de riverains confrontés à la modification de la Dordogne au cours du temps par la construction de barrages ; la rencontre entre les doctorants et des professionnels sous la forme d'un *speed networking* (premier échange de 2 minutes entre chaque jeune chercheur et chaque professionnel où chacun se présente, suivi d'un temps de discussion libre) ; une exposition photos sur le thème des techniques d'accès à l'eau ; la présentation d'un ouvrage dans le cadre de l'exposition Bibli-Eau « *L'apport des sciences sociales aux études environnementales* », ainsi que la présentation de la thèse en économie d'Anne-Gaëlle Figureau, lauréate du prix Pierre Massé 2016. Deux doctorants ont également présenté leurs travaux sous forme de poster scientifique : Hounghedji Epiphane Assouan sur l'analyse des préférences des usagers en termes de performance des services d'alimentation en eau potable en France, à travers une approche de long terme ; ainsi que Rivel Moubongoyo sur les lacs du Bas-Ogooué au Gabon.

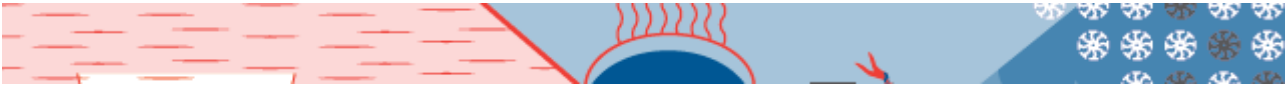
Session 1 et 7 : Gouverner et gérer l'eau

Discutants : Rémi BARBIER (GESTE) et Violaine HÉRITIER (LESC), Sylvain BARONE (G-EAU) et Selin LE VISAGE (Mosaïques-LAVUE/G-Eau)

Présentations :

Héloïse VALETTE (LEREPS) : Penser l'articulation entre gouvernance des ressources en eau et des services d'eau urbains à Surakarta (Indonésie). Une analyse en termes de qualification de l'eau.

Chloé NICOLAS ARTERO (CREDA) : La production des paysages hydriques semi-aride au Chili : une étude de la propriété de l'eau depuis la géographie juridique et la political ecology.



Kévin DEL VECCHIO (Triangle/G-Eau) : Révélateurs de conflits et vecteurs de consensus : les cadrages du problème de surexploitation des eaux souterraines au Maroc.

Imane MESSAOUDI (Mosaiques-LAVUE/Géosciences) : La Groudwater economy, un mythe sous le poids de narratives, à l'origine de nouvelles inégalités sur la plaine du Saïss (Maroc).

Guy Roger Yoboué KOFFI (Université Alassane Ouattara) : Approvisionnement en eau potable dans l'espace rural de la sous-préfecture de Dania (Centre-Ouest de la Côte d'Ivoire). (Papier lu par les discutants pendant le panel)

Kadjo Henri-Joël NIAMIEN (Université Alassane Ouattara) : Problématique de l'accès à l'eau en milieu urbain et risques sanitaires des populations à Gagnoa (Centre-Ouest de la Côte d'Ivoire). (Papier lu par les discutants pendant le panel)

Violaine HÉRITIER (LESC) : Individualisme ou droit à l'eau? Une agriculture irriguée en pleine mutation sur les bords de l'oued Ourika (Maroc).

Cette session a permis d'apporter divers éclairages sur les luttes d'appropriation et d'accès à la ressource en eau dans quatre pays (Indonésie, Chili, Maroc, Côte d'Ivoire).

Dans la première partie de la session, les contributions ont insisté sur la force de certains discours - celui, classique, de l'eau comme bien économique et celui, plus nouveau, du changement climatique qui peut exacerber les inégalités. Elles ont également mis en exergue la question décisive du droit et de l'arène juridique, et de leur capacité régulatrice, dans la saga indonésienne autour de la tension « eau bien social / bien économique » ou au Chili pour contenir l'avancée de la « frontière extractiviste ». Enfin, elles invitent à ne pas négliger la force des imaginaires ou discours associés à certains objets techniques et aux promesses qui leur sont associés, promesse de compromis entre impératifs environnementaux et de développement au Maroc avec le goutte-à-goutte, promesse d'émancipation individuelle avec le pompage des eaux souterraines également au Maroc associée à une forme « d'extractivisme populaire ».

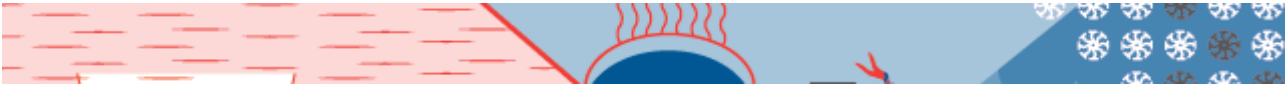
Les trois présentations de la seconde partie de la session traitent chacune à leur manière des rapports entre des enjeux de gestion de l'eau et des pratiques sociales. Dans les deux premières présentations, la gestion de l'eau (sous-investissement dans les infra hydrauliques, « faiblesse du cadre institutionnel...) sert de toile de fond à l'étude d'un accès « malgré tout » à l'eau potable et aux conséquences notamment sanitaires qui en découlent. La dernière présentation analyse comment la gestion de l'eau se comprend aussi à travers l'analyse fine de pratiques d'irrigation, et réciproquement, comment l'étude de la dynamique de la gestion de l'eau révèle des évolutions sociales et familiales plus larges (aspect tribal, lignage). L'évolution de ces modes de gestion de l'eau souligne aussi les changements de perception de statut de l'eau.

Session 2 : parler de l'eau, faire parler l'eau : archives, récits, discours

Discutants : Olivia Aubriot (CEH) et Ludovic DRAPIER (LGP)

Présentations :

Laëtitia DEUDON (EA 4343 Calhiste) : Penser l'eau et les cours d'eau comme espace : réflexion autour du concept de territoire fluvial.



Camille GORIN (ArScAn) : Poitiers et ses itinéraires fluviaux et terrestres. Étude diachronique du rapport entre une ville et ses rivières.

Sarah LOUDIN (G-Eau) : Evaluating the impacts of participatory processes for water management using the capability approach: a proposal based on the roleplaying game CappWag

Gaële ROUILLÉ-KIELO (Mosaïques- LAVUE) : Retracer l'histoire environnementale du lac Naivasha à partir des discours académiques, associatifs et médiatiques.

Enrico OHRSINGER (CRH) : Une approche écocritique à la source linguistique. Eau et captifs turcs dans la terre ferme vénitienne à l'époque moderne.

Synthèse :

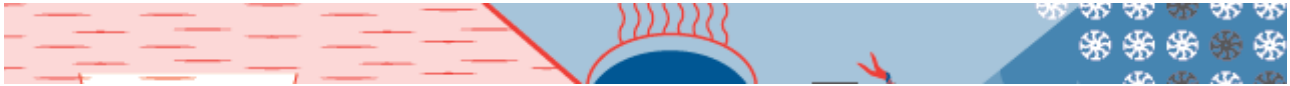
La session « parler de l'eau, faire parler l'eau : archives, récits, discours » s'est tenue juste après la projection du film sur la Dordogne ce qui fit une bonne introduction à cet après-midi, avec la rivière comme élément commun à diverses interventions. La rivière était en effet centrale dans l'étude archéologique de Poitiers puisqu'elle en explique la structure et que les raisons de la sédimentation observée soulèvent diverses questions (Camille Gorin). Elle l'était aussi dans les études historiques, que ce soit celle sur les territoires fluviaux en France et au Canada (analysés par Laetitia Deudon) qui montre l'évolution de notre rapport à l'eau traduit par des aménagements différents de la rivière mais toujours structurants des villes étudiées ; ou que ce soit dans les questionnements autour de la présence de captifs turcs, impliqués dans les grands travaux hydrauliques effectués en temps de guerre sur les rivières se jetant dans la lagune de Venise, et que la toponymie de village situés en amont de ces rivières aménagées révèle (Enrico Ohrsinger). Ces études nous démontrent très clairement comment la rivière et ses aménagements constituent une empreinte dans le paysage qui peut être décryptée par les études historiques, et comment ces éléments ont structuré les villes et leur territoire environnant. Parcourir l'histoire de l'aménagement d'une rivière permet surtout de reconstituer les temporalités de notre relation à l'eau, selon des séquences assez similaires à travers les études de cas montrées. La rivière était également présente dans une étude de géographie comme support de discussion pour évaluer à travers un jeu de rôle des politiques de gestion participative (Sarah Loudin).

Les présentations de cette session ont eu pour autre point commun de 'parler de l'eau' et plus précisément de discuter les discours sur les politiques environnementales (Gaële Rouillé-Kielo), de faire parler les acteurs de politiques de gestion participative, de soulever le contexte des politiques d'aménagement des rivières, ou au contraire d'aborder des non-dits (les captifs turcs absents de l'historiographie officielle). Au Kenya par exemple, l'étude montre la fracture thématique de la politique des paiements pour services environnementaux par rapport aux discours sur les questions environnementales autour du lac Naivasha qui prévalaient alors, que ce soit dans les publications scientifiques, la presse ou les archives d'une association locale.

Ainsi outre de « parler d'eau » et des diverses politiques qui s'y rapportent, les présentations ont bien montré comment les aspects matériels de la rivière et de ses infrastructures permettent de « faire parler l'eau ».

Session 3 : Prix et valeurs de l'eau.

Discutants : Elise Temple-Boyer (Mosaïques-LAVUE) et Kévin de la Croix (Mosaïques-LAVUE)



Présentations :

Amal AZIZI (G-Eau, Cirad) : Situations diversifiées, trajectoires contrastées des exploitations agricoles autour d'une nappe surexploitée en Tunisie centrale.

H. Hassane YOUNSA (Passages/Veso) : Les défis de l'accès à l'eau potable par compteur commun à Niamey (Niger).

Yolette JÉRÔME (Centre de Recherche et d'Appui aux Politiques Urbaines) : La gestion des points d'eau par les groupements communautaires : une alternative en faveur de la réduction des disparités spatiales au niveau des prix de l'eau à Canaan.

Simon De BONVILLER (GESTE) : Marchés de l'eau dans le bassin de Murray-Darling : peut-on détecter des délits d'initiés ?

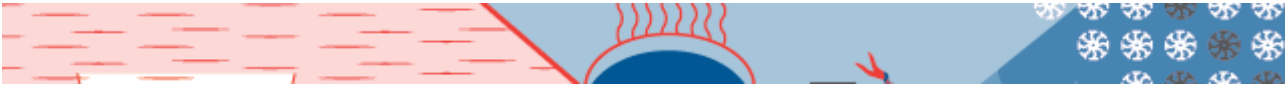
Solène DAVID (LATTS) : Les « geysers sauvages » franciliens. Comment réinterroger la pensée de l'empreinte sociale de l'eau par l'étude des phénomènes urbains d'ouvertures des bouches d'incendie ?

Synthèse :

Cette session, qui a regroupé les présentations de 5 intervenants, a été organisée suivant des approches pluridisciplinaires – économie, géographie, études urbaines –, des regards croisés des terrains des nords et des suds – Tunisie, Niger, Haïti, Australie et France –, et des thématiques à la fois urbaines et rurales. Cette session a donné l'occasion de discuter de l'eau en tant que bien marchand et des différentes stratégies d'adaptation des acteurs face aux valeurs données à l'eau. La question des comportements individuels déviants, dans le cadre d'une gestion collective de l'accès à l'eau, ont ainsi été évoqués face à des systèmes de contrôle et de distribution défaillants ou absents. Il est apparu que des systèmes de contournements ou des pratiques illicites se développent face à des situations de crises sociales ou de défaillances institutionnelles : i) absence de contrôle ou de régulation du marché dans les exemples australien et tunisien ; ii) inadaptation technique comme celle des compteurs d'eau à Niamey ; iii) service absent comme celui de l'accès à la ressource en eau potable en Haïti ou à celui d'équipements récréatifs (piscine) en Île-de-France. L'intérêt de cette session a été de montrer la gradation de cette informalité liée aux prix et aux valeurs de l'eau passant selon les cas d'une fonction sociale et détournée comme en témoignent les pratiques de gaspillage par exemple, à celles de sa valeur financière et sa fonction de bien marchand révélée ici par le cas des délits d'initiés sur les marchés de l'eau.

Pour rappel, ont été synthétisées les cinq interventions de la session 3 intitulée Prix et valeurs de l'eau :

- **Amal Azizi** (G-Eau, Cirad) a mis en avant les trajectoires d'évolution d'exploitations agricoles ainsi que les stratégies d'exploitation et d'accès aux ressources en eau dans un périmètre agricole en Tunisie. La question de la technicisation mais aussi du développement des techniques illicites de pompage a ainsi été analysée entre 2005 et 2015.
- **H. Hassane Younsa** (Passages/Veso) a évoqué les défis de l'accès à l'eau potable à Niamey régulé par des compteurs d'eau uniques au sein d'habitat collectif de cours. Il a été question de la difficulté du partage du coût de l'eau et des stratégies de paiement au regard d'une tarification progressive qui défavorise les populations les plus précaires.



- **Yolette Jérôme** (Centre de Recherche et d'Appui aux Politiques Urbaines) a présenté le modèle de gestion de l'eau par des groupements communautaires en Haïti face à la défaillance du système urbain de distribution des eaux. Cet accès à l'eau relève de différentes stratégies de distribution (kiosque à eau, réservoir, puits, etc.) et ainsi de paiement. Au-delà du prix, la question de la qualité de l'eau distribuée est au centre des préoccupations.
- **Simon De Bonvillier** (GESTE) a traité des marchés de l'eau dans un bassin fluvial au Sud-est de l'Australie et de la manière de détecter des délits d'initiés. Les comportements et les stratégies des acteurs – principalement des agriculteurs – dans ce marché de l'eau libéralisé, varient en fonction de la valeur de l'eau soumise à de nombreux comportements informels.
- **Solène David** (LATTS) a réalisé une présentation sur les « geysers sauvages » franciliens en interrogeant la question de l'empreinte sociale de l'eau face à des pratiques informelles et de gaspillages par l'ouverture de bouches d'incendie. Face à un phénomène devenu viral, la question se pose de réfréner cette pratique via des solutions à la fois techniques et législatives.

Session 4 Construire et détruire des barrages

Discutantes : Gabrielle BOULEAU (IRSTEA) et Laure CROMBÉ (Mosaiques-LAVUE)

Présentations :

Ludovic DRAPIER (LGP) : La perception des opérations de démantèlement d'ouvrages par les résidents en France et aux Etats-Unis : une approche par questionnaire.

Silvia FLAMINIO (UMR EVS) : Défendre et protéger l'eau : l'émergence d'une idéologie "No dams" ?

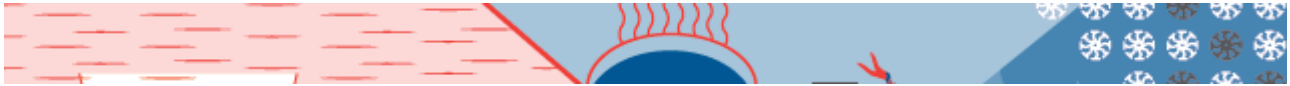
Emma LUNDBERG (University of Rhode Island) : Embodied realities of brook trout (*Salvelinus fontinalis*) : how diverging skin-to-scale relationships shape recreation-biodiversity conflict, Rhode Island, USA.

Martine VERDY (Chaire de Recherche du Canada en Eau et Urbanisation) : Relations interterritoriales, hydroélectricité et pouvoir : le cas du fleuve Churchill au Labrador.

Selin LE VISAGE (Mosaiques- LAVUE/G-Eau) : Territorialisations par l'eau en Turquie : « 1000 jours, 1000 retenues collinaires », entre ambitions nationales et réalités locales.

Synthèse :

La session construire et détruire des barrages a permis de qualifier la spécificité de l'époque actuelle par rapport à celles qui l'ont précédée. La période des années 1950-1960 a été celle de l'investissement public dans des infrastructures hydrauliques. Ces barrages ont aussi permis d'asseoir la légitimité de gouvernements nationaux ou provinciaux sur la base d'une énergie ou d'une alimentation avec d'inévitables conflits transfrontaliers. Martine Verdy a ainsi montré qu'au Canada par exemple, le développement du Québec grâce à l'achat peu cher de l'électricité produite par le barrage de Churchill Falls s'est fait au détriment de Terre-Neuve. Selin Le Visage a évoqué comment à la même période en Turquie, la grande hydraulique a légitimé le pouvoir de la direction centrale en charge de l'irrigation (DSI). Les années 1970-1990 sont en revanche des années de



crises, avec une remise en cause des grands barrages par les politiques d'ajustement structurel et par une contestation sociale et écologiste. Silvia Flaminio perçoit cette évolution en France à travers le registre lexical utilisé dans le journal *Le Monde* qui s'éloigne du domaine technico-économique dans ces années qui sont aussi celles de l'abandon du projet hydroélectrique sur la confluence Ain-Rhône (barrage de Loyettes). Les années 2000-2020 apparaissent alors comme marquées par l'arrivée de nouveaux financeurs, l'émergence de nouvelles formes de nationalisme ou de régionalisme et des modalités différentes d'intervention publique sur les rivières. Les promoteurs de ces projets tentent de les inscrire dans plusieurs territoires aux légitimités concurrentes, mais ils restent controversés dans leurs buts ou leur mise en œuvre. Ludovic Drapier compare l'appropriation d'un projet d'effacement de barrage sur l'Orne en France avec celui conduit sur la Côte est des Etats-Unis sur la rivière Musconetcong et pointe l'importance des relations interpersonnelles entre la population et le porteur du projet. Emma Lundberg décrit comment la pluralité des modes de perceptions des truites par les habitants dans l'Etat de Rhode Island handicape l'émergence de coalitions en faveur de la restauration. Selin Le Visage pointe les difficultés des services locaux du DSI face à un éparpillement de petits projets .

Session 5. Se battre pour l'eau, se battre avec l'eau : conflits et inégalités d'accès à l'eau

Discutants : Jamie LINTON (Géolab) et Imane MESSAOUDI (Mosaïques-LAVUE/Géosciences)

Présentations :

Vincent CHINTA (Mosaïques-LAVUE) : Les inégalités socio-spatiales d'accès à l'eau potable dans la ville d'Antananarivo.

Rachade Oladjidé Adjadi DJINADOU (Ledur) : Déterminants de l'accessibilité et de la disponibilité en eau dans la dépression du Hollidjé au sud-est Benin. (Papier lu par les discutants pendant le panel)

Jeanne GREMMEL (UR ETBX/Irstea) : Du social de l'eau à l'eau sociale ? La trajectoire du problème de l'accès à l'eau en France (1984-2016).

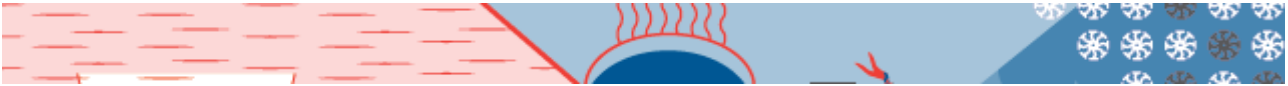
Yayé MOUSSA (Laboratoire de Recherche en Architecture) : Téra (Niger) : une ville sans eau.

Elisabeth MORTIER (Centre d'histoire du XIXe siècle) : Le « combat contre le désert et la sécheresse » : l'eau au Néguev et les projets sionistes à la fin du mandat britannique en Palestine.

Synthèse :

Lors de cette session, cinq présentations ont apporté des éclairages sur les questions de conflits et d'inégalités autour de l'eau aussi bien dans des milieux urbains que ruraux.

Nous avons commencé par identifier, dans le cas du Hollidjé au sud-est du Bénin, les déterminants physiques de disponibilité en eau puis les déterminants de l'accessibilité à cette eau. Ces données, croisées ensuite aux déterminants socio-économiques sélectionnées dans le cadre de la méthode de cartographie multicritère, ont permis à Rachade Djinadou de nous montrer comment est distribuée l'eau potable dans cette zone aride et comment est-ce que l'on peut expliquer cette distribution.



Nous avons écouté ensuite Vincent Chinta qui nous a emmené à Madagascar et qui nous a expliqué comment est-ce qu'il compte approcher la question d'accès à l'eau potable dans la ville d'Antananarivo. Les discussions ont soulevé l'importance de déconstruire ces inégalités et de prendre en compte leur évolution dans l'espace mais aussi dans le temps.

Jeanne Gremmel a ensuite retracé la trajectoire du problème de l'accès à l'eau en France de 1984 à 2016 en mettant l'accent sur l'évolution cette fois-ci de l'eau d'un bien économique à un bien social en expliquant comment est-ce qu'on passe du social de l'eau à une eau sociale.

Les discussions sont ensuite concerné Téra (au Niger), une ville que Yayé Moussa qualifie de « ville sans eau ». Une appellation due aux contraintes aussi bien physiques, économiques que sociales d'accès à la ressource mais aussi aux difficultés d'exploitation de l'eau dans cette ville. Nous avons par ailleurs mis l'accent sur l'impact des ONG internationales dans cette distribution de l'eau et avons abouti aux différentes formes de résistances de la population face aux « projets d'amélioration d'accès à la ressource ».

Enfin, dans une perspective historique, nous avons vu comment ont évolué les conflits et les inégalités d'accès à l'eau à travers l'exemple qu'Elisabeth Mortier nous a présenté sur l'eau agricole au Négev. L'impact des projets sionistes à la fin du mandat britannique en Palestine ont notamment servi de base pour expliquer cette évolution et pour insister sur l'importance d'une démarche historique pour déceler les divers enjeux qui peuvent donner lieu à des conflits autour de l'eau.

La multiplicité des approches, des matériaux exploités, des terrains, des méthodes de collecte et d'analyse des données a permis d'enrichir cette session et d'aboutir à des pistes de réflexion sur les différentes formes d'inégalités (économiques, sociales, environnementales), leurs origines (à différentes échelles) et les différentes manières de les approcher malgré leur complexité.

Session 6 : Contrôler et sécuriser les ressources en eau : risques et pénuries

Discutantes : Marie-Anne GERMAINE (Mosaïques-LAVUE) et Emilie CREMIN (Géolab)

Présentations :

Jacques BURY (Centre d'histoire du XIXe siècle) : Une ressource essentielle contre le risque : l'eau dans la lutte des forces de l'ordre contre l'incendie urbain en France au XIXe siècle.

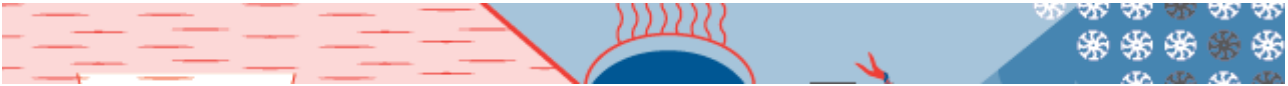
Mathilde RESCH (Prodig) : Protéger les ressources en eau souterraine de la ville de Paris : réflexions sur les relations et les jeux de pouvoir entre la ville consommatrice et les campagnes productrices d'eau potable.

Khalilou Lahi DIAGANA (Eso-Caen) : Vivre avec la pénurie d'eau à Nouakchott (Mauritanie). Des populations « tenues au silence » et des municipalités en marge des politiques urbaines.

Synthèse :

Les sociétés modernes, depuis le 19ème siècle, ont inventé et réinventent régulièrement des techniques pour distribuer de l'eau, ainsi que pour se prémunir des risques et agir de manière efficace contre la pollution des eaux souterraines, ou la propagation du feu.

Ainsi, de nombreux acteurs (mécaniciens fontainiers, agents de la régie Eau de Paris, ingénieurs hydrauliques, architectes, pompiers) sont mobilisés au quotidien pour contrôler et sécuriser les



ressources en eau en terme d'abondance et de qualité, tandis que d'autres acteurs l'utilisent et la consomment (habitants, agriculteurs).

Du côté de Paris, la disponibilité en eau est généralement suffisante pour desservir tous les usagers en eau potable et garantir un débit suffisant afin d'alimenter notamment les pompes à eaux des sapeurs-pompiers de la ville.

En revanche, du côté de Nouakchott en Mauritanie, la pénurie en eau s'accroît face à l'expansion de la ville et à l'augmentation de la demande. On pourra ici déplorer une distribution inégale de la ressource entre les quartiers les plus riches bien desservis et les quartiers pauvres où les habitants doivent s'approvisionner hors du réseau via de nombreux intermédiaires facturant à chaque fois une commission.

En analysant différents contextes de fabriques sociales, les intervenants de cette session ont constaté l'ingéniosité des techniques de gestion de l'eau mais aussi les problèmes de gestion liés au manque de volonté politique lorsqu'il s'agit d'assurer l'accès à l'eau pour tous les habitants et pour tous les usages, ainsi que les défaillances et l'opacité des relations entre acteurs au sein des systèmes de « gouvernance » dits « démocratiques » des ressources en eau.